



Troisième Conférence d'Examen de la Convention sur les armes à sous-munitions

Universalisation

Point 9a de l'ordre du jour
Déclaration prononcée par
S.E. M. Julien Thöni
Représentant permanent de la Suisse
auprès de la Conférence du désarmement

Vientiane, le 15 octobre 2026

Monsieur le Président,

Je tiens tout d'abord à remercier les coordinateurs sur l'universalisation, la Norvège et le Costa Rica, ainsi que l'Unité d'appui à la mise en œuvre pour leur engagement et le travail accompli au cours de l'année écoulée.

Depuis notre dernière Conférence d'examen, trois nouveaux États – le Nigéria, le Soudan du Sud et Vanuatu – ont rejoint notre Convention, qui compte aujourd'hui 112 États parties. La Suisse salue ces nouvelles adhésions et tient à féliciter ces pays de nous avoir rejoints. Par ailleurs, la Suisse félicite également Timor Leste de s'être engagé aujourd'hui par le biais d'une déclaration à adhérer à la Convention. Douze États signataires doivent toutefois encore achever leur processus de ratification et de nombreux États se trouvent toujours en dehors de la Convention. L'universalisation demeure ainsi un défi et nous tenons à saluer la mesure 12 du Plan d'action que nous sommes appelés à adopter cette semaine qui fait de cette question une priorité.

Monsieur le Président,

L'universalisation est une responsabilité collective. En vertu de l'article 21 de la Convention, chaque État partie s'est engagé à encourager les États qui n'y sont pas parties à la ratifier ou à y adhérer.

Cette responsabilité revêt une importance particulière dans le contexte actuel. Le retrait d'un État partie de notre Convention au cours du présent cycle d'examen, suivi de celui de plusieurs pays de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel, constituent un développement qui nous préoccupent tous et témoignent des pressions croissantes qui s'exercent sur l'architecture du désarmement humanitaire.

Ces développements ne diminuent en rien la pertinence des objectifs humanitaires de notre Convention. Au contraire, ils renforcent la nécessité d'en préserver les acquis et de poursuivre résolument son universalisation tout comme de continuer à promouvoir les normes qu'elle a établis. Alors que les conflits armés frappant tout particulièrement les populations civiles se sont multipliés ces dernières années, la protection qu'elle fournit est d'autant plus nécessaire.

De ce fait, nous appelons les États signataires à achever leur processus de ratification et tous les autres États à rejoindre la Convention au plus vite. Nous tenons par ailleurs à appuyer des dispositions fortes dans le Plan d'action de Vientiane concernant la promotion par l'ensemble de ses États parties des normes que la Convention véhicule.

Monsieur le Président,

L'universalisation de notre Convention passe par un dialogue concret avec les États non parties afin de mieux comprendre les obstacles à leur adhésion et de contribuer à les surmonter. Nous saluons à cet égard les efforts de la présidence lao, des coordinateurs pour l'universalisation et de l'Unité d'appui à la mise en œuvre, notamment à travers les ateliers régionaux organisés en 2026. La Suisse a contribué à ces efforts à travers un soutien à l'organisation de ces événements ainsi que par un soutien additionnel au Programme de parrainage destiné aux activités d'universalisation.

Conformément à son Plan d'action de lutte antimines, la Suisse continuera à promouvoir l'universalisation de la Convention sur les armes à sous munitions. Cette troisième Conférence d'examen doit nous permettre de donner un nouvel élan à ces efforts et d'élargir encore l'adhésion à notre Convention.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Mr President,

I would first like to thank the Coordinators on Universalisation, Norway and Costa Rica, as well as the Implementation Support Unit, for their commitment and the work carried out over the past year.

Since our last Review Conference, three new States – Nigeria, South Sudan and Vanuatu – have joined our Convention, which now has 112 States Parties. Switzerland welcomes these new accessions and wishes to congratulate these countries on joining us. Moreover, Switzerland also congratulates Timor-Leste on its commitment, expressed today through a declaration, to accede to the Convention. Twelve signatory States, however, have yet to complete their ratification processes, while many States remain outside the Convention. Universalisation therefore remains a challenge, and we welcome Action 12 of the Action Plan that we are called upon to adopt this week, which makes this issue a priority.

Mr President,

Universalisation is a collective responsibility. Under Article 21 of the Convention, each State Party has undertaken to encourage States not party to the Convention to ratify or accede to it.

This responsibility is particularly important in the current context. The withdrawal of a State Party from our Convention during the current review cycle, followed by the withdrawal of several countries from the Anti-Personnel Mine Ban Convention, are developments of concern to us all and reflect the growing pressures on the humanitarian disarmament architecture.

These developments in no way diminish the relevance of the humanitarian objectives of our Convention. On the contrary, they reinforce the need to preserve its achievements and to resolutely pursue its universalisation, while continuing to promote the norms it has established. At a time when armed conflicts, with particularly severe consequences for civilian populations, have multiplied in recent years, the protection it provides is all the more necessary.

We therefore call on signatory States to complete their ratification processes and on all other States to join the Convention as soon as possible. We also strongly support robust provisions in the Vientiane Action Plan regarding the promotion, by all States Parties, of the norms embodied in the Convention.

Mr President,

The universalisation of our Convention requires concrete dialogue with States not party in order to better understand the obstacles to their accession and help overcome them. In this regard, we welcome the efforts of the Lao Presidency, the Coordinators on Universalisation and the Implementation Support Unit, notably through the regional workshops organised in 2026. Switzerland has contributed to these efforts by supporting the organisation of these events, as well as through additional support to the Sponsorship Programme for universalisation activities.

In accordance with its Mine Action Action Plan, Switzerland will continue to promote the universalisation of the Convention on Cluster Munitions. This Third Review Conference must enable us to give renewed impetus to these efforts and further broaden adherence to our Convention.

Thank you, Mr President.